. Heimo

N o t e

au Président de la République

Réexamen de l'aide (des Etats-Unis)

La politique d'aide américaine, comme celle des autres pays occidentaux, est en constante évolution. Celle-ci n'a pas été favorable aux pays moins développés au cours des dernières années.

Je crois utile de transcrire ci-dessous un article publié il y a quelques semaines dans "THE TIMES" de Londres, qui esquisse à grands traits les grands principes qui régiront dorénavant la politique américaine d'aide aux pays en voie de développement.

Trois décisions prises à Washington cette semaine mettent en relief le réexamen auquel a été soumise la politique d'aide américaine au cours des années passées. L'une a consisté dans l'adoption d'un plan pour l'aide à l'Afrique s'élevant à 195 millions de dollars pour l'année 1967, montant qui est en augmentation par rapport à ce qui a été alloué l'année dernière mais sensiblement inférieur à la somme attribuée avant que la revision de la politique d'aide n'ait été entamée. L'autre a été la décision brutale de terminer l'aide militaire à l'Inde et au Pakistan à la fois; les missions militaires quis'y trouvent en ce moment feront leurs bagages et quitteront ces pays pendant l'été. La troisième est venue hier lorsque M. JOHNSON a appliqué des principes semblables à l'Amérique latine.

Le sénateur FULBRIGHT ne fut que l'un des nombreux critiques qui, il y a quelques années déjà, montraient les erreurs de la politique d'aide américaine. La tendance consistait alors à subordonner l'aide à des fins politiques de caractère anti-communiste, ce qui émoussait la distinction entre aide économique et aide militaire et donnait l'impression que les Etats-Unis protégeaient plus certains pays que d'autres. Quoi qu'il en ait été, ceci tendait inévitablement à donner une certaine publicité aux arrangements en question, transformant les accords bilatéraux en problèmes politiques et subordonnant l'utilisation effective de l'aide à certaines urgences politiques supposées. Les divi-

sions pro et anti-américaines devinrent ainsi plus marquées. L'accusation selon laquelle l'aide était subordonnée à certaines conditions semblait justifiée.

Dans son message au Congrès en février, le Président JOHNSON énuméra des principes guides pour l'avenir. L'aide ira à ceux qui s'aident le mieux eux-mêmes; elle ne pourrait remplacer un tel effort. Partout où ce sera possible, l'aide devra être multilatérale plutôt que bilatérale et, là où la chose paraitra indiquée, régionale plutôt que nationale. Les priorités en matière de développement seront l'agriculture, la santé et l'éducation. Enfin, chaque donataire devra utiliser l'aide de façon efficace.

Ce ne sont pas la des conditions, mais lesprincipes essentiels d'un investissement sain qui d'aucune façon ne négligent les besoins humains désespérés qui se cachent derrière des demandes quelquefois peu habiles adressées au pays le plus riche du monde. Ce sont les principes qui sont actuellement appliqués. Ils mettent l'accent sur des projets régionaux et tendent à distribuer plus d'aide par les canaux d'institutions telles que la Banque Mondiale. Ils expliquent pourquoi certains pays reçoivent plus d'aide que d'autres : non pas en raison d'arguments politiques éculés mais bien de la prévision d'une utilisation efficace qui sera faite de l'aide. Pour les pays qui sont incapables de passer ce test d'efficacité, il y aura un fonds général qui sera un encouragement à aider ceux qui visiblement s'aident eux-mêmes. Ces décisions reposent sur la sage maxime militaire qui veut que "le succès soit renforcé". L'absurdité d'accords bilatéraux passés avec de nombreux petits pays en Afrique est reconnue.

C'est la même logique, quoique sous une présentation plus politique qui a conduit à la décision d'arrêter l'aide militaire à l'Inde et au Pakistan. Cette aide fut abruptement suspendue lorsque les deux pays se heurtèrent en 1965. L'interruption a duré depuis lors et est maintenant formalisée; il est toutefois entendu que les pièces de rechange pour l'équipement militaire existant dans les deux pays seront encore fournies. La décision relative aux pièces de rechange a déjà provoqué une protestation de l'Inde, fondée sur le fait que le Pakistan détient beaucoup plus d'équipements américains qui requièrent des pièces de rechange et que, dès lors, la décision est discriminatoire. Il semble bien pourtant que les craintes indiennes au sujet du Pakistan soient exagérées. L'argument sur lequel les Américains ont raison d'insister, c'est qu'il n'ont aucun intérêt à armer des pays qui n'ont pas trouvé des solutions à leurs querelles.

Kigali, le 3 juin 1967.

A NEW LOOK AT AID

Three decisions coming out of Washington this week emphasize the rethinking of American aid policy that has been going on for several years past. One was a plan for aid to Africa amounting to $195m. for the year, an increase on last year's allotment but notably less than the amount handed out before the fresh thinking had taken hold of policy. The other was the blunt decision to end military aid to both India and Pakistan. The military missions now in those countries will pack and go in the summer. The third came yesterday when MR. JOHNSON applied much the same principles to Latin America.

SENATOR FULBRIGHT was only one among many critics who was pointing to the errors of American aid programmes some years back. The tendency then was to link aid to political purposes of an anti-communist character, blurring the edges between economic and military aid, and seeming to confer American approval more on some governments than on others. Whatever the justice of the assessment this inevitably publicized the arrangement, turning bilateral agreements into political issues, and subordinating effective use of aid to assumed political urgency. The pro-American and anti-American divisions become more marked. The charge that aid had strings attached seemed borne out.

In his message to congress in February PRESIDENT JOHNSON set out guiding principles for the future. Aid would go to those who were doing the best they could for themselves; it could not be a substitute for such efforts. Where possible the aid should be multilateral rather than bilateral, and where appropriate regional rather than national. Priorities for development should be agriculture, health, and education. Not least, every aided country must use the aid effectively.

There are no strings here, only the essentials of sound investment which in no way overlook the desperate human needs that lie behind the sometimes ill-judged demands made on the world's richest country. These are the principles now being applied. They emphasize regional projects and hope to channel more aid through agencies such as the World Bank. They dictate why some countries get more aid than others —not because of outworn political emphasis but by calculating the effective use that will be made of the aid. For those countries unable to pass this efficiency test there will be a general fund as an encouragement to help those who are seen to be helping themselves. Underlying these decisions is the wise military maxim of reinforcing success. The absurdity of bilateral agreements with a heap of small nation states in Africa is acknowledged.

The same logic, albeit with more of a political wrapping, leads to the decision to stop arms aid to India and Pakistan. This aid was summarily suspended when the two countries fell on each other in 1965. The cut-off has lasted ever since and will now be formalized, though spares for existing military equipment in the hands of either country will still be supplied. The decision about spares has already aroused Indian protest on the grounds that Pakistan holds much more American equipment for which spares are needed and that the decision is thus discriminatory. For all that Indian fears of Pakistan seem unduly inflated. The point the Americans are justifiably driving home is that they have no interest in arming countries that have found no way out of their quarrels.

M. Heimo

N o t e

au Président de la République

Réexamen de l'aide (des Etats-Unis)

La politique d'aide américaine, comme celle des autres pays occidentaux, est en constante évolution. Celle-ci n'a pas été favorable aux pays moins développés au cours des dernières années.

Je crois utile de transcrire ci-dessous un article publié il y a quelques semaines dans "THE TIMES" de Londres, qui esquisse à grands traits les grands principes qui régiront dorénavant la politique américaine d'aide aux pays en voie de développement.

Trois décisions prises à Washington cette semaine mettent en relief le réexamen auquel a été soumise la politique d'aide américaine au cours des années passées. L'une a consisté dans l'adoption d'un plan pour l'aide à l'Afrique s'élevant à 195 millions de dollars pour l'année 1967, montant qui est en augmentation par rapport à ce qui a été alloué l'année dernière mais sensiblement inférieur à la somme attribuée avant que la revision de la politique d'aide n'ait été entamée. L'autre a été la décision brutale de terminer l'aide militaire à l'Inde et au Pakistan à la fois; les missions militaires quis'y trouvent en ce moment feront leurs bagages et quitteront ces pays pendant l'été. La troisième est venue hier lorsque M. JOHNSON a appliqué des principes semblables à l'Amérique latine.

Le sénateur FULBRIGHT ne fut que l'un des nombreux critiques qui, il y a quelques années déjà, montraient les erreurs de la politique d'aide américaine. La tendance consistait alors à subordonner l'aide à des fins politiques de caractère anti-communiste, ce qui émoussait la distinction entre aide économique et aide militaire et donnait l'impression que les Etats-Unis protégeaient plus certains pays que d'autres. Quoi qu'il en ait été, ceci tendait inévitablement à donner une certaine publicité aux arrangements en question, transformant les accords bilatéraux en problèmes politiques et subordonnant l'utilisation effective de l'aide à certaines urgences politiques supposées. Les divi-

sions pro et anti-américaines devinrent ainsi plus marquées. L'accusation selon laquelle l'aide était subordonnée à certaines conditions semblait justifiée.

Dans son message au Congrès en février, le Président JOHNSON énuméra des principes guides pour l'avenir. L'aide ira à ceux qui s'aident le mieux eux-mêmes; elle ne pourrait remplacer un tel effort. Partout où ce sera possible, l'aide devra être multilatérale plutôt que bilatérale et, là où la chose paraitra indiquée, régionale plutôt que nationale. Les priorités en matière de développement seront l'agriculture, la santé et l'éducation. Enfin, chaque donataire devra utiliser l'aide de façon efficace.

Ce ne sont pas la des conditions, mais lesprincipes essentiels d'un investissement sain qui d'aucune façon ne négligent les besoins humains désespérés qui se cachent derrière des demandes quelquefois peu habiles adressées au pays le plus riche du monde. Ce sont les principes qui sont actuellement appliqués. Ils mettent l'accent sur des projets régionaux et tendent à distribuer plus d'aide par les canaux d'institutions telles que la Banque Mondiale. Ils expliquent pourquoi certains pays reçoivent plus d'aide que d'autres : non pas en raison d'arguments politiques éculés mais bien de la prévision d'une utilisation efficace qui sera faite de l'aide. Pour les pays qui sont incapables de passer ce test d'efficacité, il y aura un fonds général qui sera un encouragement à aider ceux qui visiblement s'aident eux-mêmes. Ces décisions reposent sur la sage maxime militaire qui veut que "le succès soit renforcé". L'absurdité d'accords bilatéraux passés avec de nombreux petits pays en Afrique est reconnue.

C'est la même logique, quoique sous une présentation plus politique qui a conduit à la décision d'arrêter l'aide militaire à l'Inde et au Pakistan. Cette aide fut abruptement suspendue lorsque les deux pays se heurtèrent en 1965. L'interruption a duré depuis lors et est maintenant formalisée; il est toutefois entendu que les pièces de rechange pour l'équipement militaire existant dans les deux pays seront encore fournies. La décision relative aux pièces de rechange a déjà provoqué une protestation de l'Inde, fondée sur le fait que le Pakistan détient beaucoup plus d'équipements américains qui requièrent des pièces de rechange et que, dès lors, la décision est discriminatoire. Il semble bien pourtant que les craintes indiennes au sujet du Pakistan soient exagérées. L'argument sur lequel les Américains ont raison d'insister, c'est qu'il n'ont aucun intérêt à armer des pays qui n'ont pas trouvé des solutions à leurs querelles.

Kigali, le 3 juin 1967.